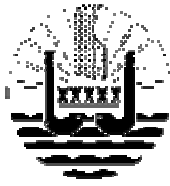


ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

COMMISSION D'ENQUÊTE



AUDITIONS

chargée de recueillir tous
éléments d'information sur les
conséquences des essais
nucléaires aériens entre 1966
et 1974 pour les populations
de la Polynésie française

M & Mme Gilbert et Lucette Tinembart
9 septembre 2005

Le pasteur Gilbert Tinembart et Mme Lucette Tinembart ont été en poste missionnaire à la paroisse de Bethel dans les années 1970.

Réponse de Gilbert et Lucette Tinembart au Questionnaire de la Commission d'enquête de l'Assemblée Territoriale de Polynésie Française sur les conséquences des essais nucléaires.

1 - Nous sommes arrivés à Tahiti en mars 1970. Le CEP y était déjà implanté depuis plusieurs années. Avant notre départ d'Europe, nous connaissions évidemment son existence et nous considérions cette implantation avec une désapprobation certaine. (Gilbert avait participé en Suisse à des manifestations anti-nucléaires, notamment à une marche de protestation contre un projet d'équiper l'armée suisse d'armement nucléaire). Dans les recommandations qui nous avaient été données avant notre départ par la Société des Missions Evangéliques de Paris et que nous avons signées, figurait une phrase nous demandant de ne pas prendre de position politique publique sans en référer d'abord au Synode ou, entre ses sessions annuelles, à la Commission Permanente de l'Eglise Evangélique de Polynésie Française (EPPF, aujourd'hui Eglise Protestante Maohi) sous l'autorité de laquelle nous étions tenus d'exercer notre activité. De toute manière un certain devoir de réserve était conseillé aux étrangers que nous étions.

A notre connaissance, la seule prise de position claire et publique venant d'une Eglise au sujet du projet d'installation d'un centre d'essai avait été un article du pasteur Jean Adnet dans le journal en langue française de l'EPPF: "Le Lien". Jean Adnet se bornait à exprimer son étonnement que, face à un projet de cette importance, aucune enquête de comodo et incomodo n'ait été ordonnée. Cette simple question avait soulevé une grande indignation dans les milieux officiels et valu à Jean Adnet une interdiction de retour en Polynésie après un congé en Métropole. L'affaire n'avait trouvé d'issue que par l'intervention de Marc Boegner auprès du Président de Gaulle.

Avant notre départ pour Tahiti, nous avons été trouver Jean Adnet et son épouse à Douai afin de nous renseigner sur la Polynésie et les conditions d'exercice de notre travail là bas. Nous avons discuté de questions très pratiques (vêtements, nourriture, etc...) Autant qu'il nous en souvienne, nous n'avons pas évoqué le sujet des essais nucléaires. Les Adnet nous ont surtout invités à faire face sans trop de soucis au futur séjour qui nous attendait dans le Pacifique.

2 - Nous étions en contact avec l'Europe au travers de la presse et notamment de l'hebdomadaire genevois "La vie Protestante". Par ces chroniques et ses enquêtes, nous avions connaissance des grands sujets débattus dans le cadre du protestantisme genevois, suisse et européen ainsi que dans les diverses instances du Conseil Œcuménique des Eglises. Nos informations sur la Conférence des Eglises du Pacifique étaient plutôt modestes et se limitaient aux contacts avec des visiteurs qui nous venaient de sa part. Nous nous sentions soutenus par les organismes internationaux dans notre opposition plutôt silencieuse aux essais nucléaires. Le Mouvement Œcuménique International dont nous nous sentions proches et solidaires nous

apparaissait comme portant les mêmes interrogations critiques que nous. Il semblait assez naturel à ces organismes que l'on soit opposé aux essais. Sauf en France.

3 - En automne 1971, la Société des Missions de Paris a prononcé sa propre dissolution pour donner naissance à un organisme plus conforme à ce qu'était devenue la situation de ses anciens champs de mission: des Eglises locales autonomes. (EPPF: 1963) invitées à devenir missionnaires à leur tour et à leur manière. Cet organisme protestant international de Mission est la CEVA (Communauté Evangélique d'Action Apostolique). Il rassemble des Eglise protestantes d'Afrique, d'Europe, d'Amérique Latine et du Pacifique. Son secrétaire général siège à la Commission de Mission et d'Evangélisation du COE. Samuel Raapoto représentait l'EPPF lors de la fondation de cette Communauté internationale et y fut nommé secrétaire de séance de son Conseil exécutif. Ces changements institutionnels ont mis l'Aumônerie aux situation de hors-jeu.

En bonne logique, l'EPPF, non-membre de la FPF aurait pu ou dû négocier directement avec les Armées pour les activités d'aumônerie se tenant en territoire polynésien. Ce ne fut et ce n'est pas encore le cas. Les aumôniers nous apparaissent donc comme des militaires "parachutés" hors de métropole et faussant le jeu normal de la CEVAA dans laquelle chaque Eglise locale est reconnue comme souveraine. (5 Eglises protestantes de France sont membres de la CEVAA. Les Réformés et les Luthériens (Alsace-Moselle et France "de l'Intérieur", respectivement, et les Réformés Evangéliques Indépendants, regroupées dans le DEFAP) Cela ne nous a pas empêché d'avoir avec eux des relations allant de la simple politesse à des liens d'amitié de famille pastorale à famille pastorale. Par exemple, notre fils a eu comme institutrice à l'Ecole Protestante Charles Viénot l'épouse d'un aumônier.

Pour des raisons que j'ignore, les aumôniers ont trouvé dans la paroisse de Pirae un accueil régulier leur permettant d'animer souvent le culte en français du dimanche matin. Un des seuls cultes francophones dans une paroisse maohi. Pour d'autres raisons, le président de l'EPPF (Ce fut le cas de S. Raapoto et de U. Marurai) était homme aumônier auxiliaire, et percevait une solde. D'autres personnes, ayant une certaine formation biblique, ont aussi été nommées aumônier auxiliaire, en toute irrégularité quant aux articles de la Commission de l'EPPF touchant le ministère pastoral. Ce n'est qu'une parmi les nombreuses contradictions du système militaro-colonial.

En 1971, Gilbert a reçu une demande pour un message de Pâques dans le Bulletin de l'Aumônerie. Il a fait savoir à son collègue qu'à son sens la proclamation de la résurrection du Christ ne pourrait que prendre la forme d'une désapprobation des activités du CEP. La demande en reste là. Sur les sites, les nombreux travailleurs polynésiens comptaient dans leurs rangs non seulement des membres de l'EPPF, mais aussi des diacres et même parfois des pasteurs. Ceux-ci ont spontanément constitué autour d'eux des communautés locales que les aumôniers visitaient, car ils pouvaient avoir accès à ces zones sous strict contrôle militaire. La manière dont les travailleurs de Huahine ont été encadrés par des diacres et le pasteur Terito Tepa est à signaler.

Pour éviter que les travailleurs ne dépensent leur salaire à consommer des boissons alcooliques, Terito avait mis en place des mesures permettant aux épouses de bénéficier de l'essentiel des revenus de leur travail. Au passage, il prélevait toutefois un petit pourcentage destiné à la construction d'un nouveau temple à Fare. Un jour, Gilbert dit à Terito: "Cela ne te pose pas de question de savoir que ton temple a été construit avec l'argent de la bombe ?" Terito partit d'un rire homérique et dit: "La bombe, c'est à vous les popaa, mais le temple il est à nous !". En 1997, lors d'une brève rencontre, Terito dit à Gilbert "Te haamanò ra òe, ua tamaì taua i to taua parauparauraa, mai c'est bien ! (Tu te rappelles, on s'est combattu toi et moi en parole, maisc'est bien !)

4 - Il faut ici mentionner la participation des militaires, notamment de certains officiers de confession protestante, aux cultes paroissiaux du dimanche. Ils s'inscrivaient dans le cadre des activités ordinaires des paroisses et ne donnaient lieu à aucun problème pour autant que l'on ne soulève pas des questions que fâchent, c'est-à-dire que l'on se mette à s'interroger sur les essais nucléaires.

Un incident se produisit alors que Gilbert avait entrepris une série de prédications sur les Dix Commandements. Au sujet du commandement "Tu ne tueras point", il avait mentionné au passage que l'Armée n'était par un bon moyen pour lutter contre le chômage. Cette petite phrase a eu le don de fâcher un officier supérieur. Celui-ci quitta le temple de Béthel par une porte latérale et fit connaître son sentiment par lettre. Depuis ce jour, il ne vint plus au temple de Béthel, mais pria le pasteur de Punaauia d'organiser des cultes en français dans sa paroisse. Comme quoi certaines oppositions de type politique se manifestent par des chemins linguistiques ou culturels...

La plupart des soldats de Métropole étant catholiques nous n'avons par eu à nous occuper d'eux. Mais il est de notoriété publique que les séjours des hommes sur les sites, laissant leurs

femmes à Tahiti ont provoqués de profondes perturbations de leur vie conjugale et des problèmes d'alcoolisme. Certains légionnaires issus de pays nordiques et protestants ont cherché dans les paroisses protestantes un certain accueil. Nous avons ainsi tissé des liens avec un légionnaire allemand.

Il faut aussi mentionner les nombreux mariages de soldats métropolitains avec des jeunes femmes polynésiennes. Que sont devenu ces couples ?

5 - En tant que pasteur de paroisse, Gilbert n'a pas eu de conflits directs avec des représentants de l'Etat car il était tenu à une certaine réserve. Les tensions avaient plutôt lieu dans l'Eglise. Le président S. Raapoto a organisé des rencontres entre lui et les envoyés européens afin que ceux-ci puissent exprimer leur mécontentement devant le fait que l'Eglise ne prenait pas une position claire face aux essais. Sa réponse était que personnellement, en conscience, il désapprouvait cette activité mais que, comme président de tous les membres de l'Eglise, partagés entre diverses convictions il devait tenir une position réservée pour éviter que l'Eglise ne se divise. On sait que c'est plus tard, sous la présidence de Jacques Ihoraï que le Synode se prononça contre le nucléaire.

Le 17 Juillet 1973, le Fri est arraisonné par la Marine Nationale dans les eaux de Moruroa. L'équipage est transféré ensuite sur Papeete, à l'hôpital de Mamao, où il entame une grève de la faim. Parmi eux, le pasteur Gilbert Nicolas. Le samedi 11 août, il est sorti de l'hôpital et avec sa compagne, nous mangeons ensemble et avons un entretien sur la manière de répercuter dans ma paroisse le message de l'équipage du Fri.

Citation de: Gilbert Nicolas, Un Bateau nommé Liberté, ou la Passion selon le Capitaine David Moodie; (Quimper 1976)

"nous parlons de la situation à Marseille et des risques que court le pasteur Perregaux, que nous connaissons bien, d'être expulsé de France.

- "Marseille, c'est Marseille, dit notre ami (Tinembart) et la question est de savoir ce que nous faisons ici. Je prends si tu le veux la responsabilité de te faire parler de votre protestation, demain au temple. Personnellement je l'approuve sans réserve, mais il faut savoir que ce point de vue est très controversé."

Nous convenons qu'il serait peut-être intempestif d'imposer aux fidèles, durant l'office, que je leur explique nos raisons. Il y aura donc une présentation par le pasteur et, à l'issue du culte, nous pourrions avoir un entretien dans une salle annexe du temple. Ainsi, nul ne sera contraint d'entendre ce qui lui déplairait et ceux qui viendront le feront de leur propre mouvement.

- (.....)

Dimanche 12 août (1973) 10 heures. Culte, puis entretien. Entre-temps, l'amie chez qui nous logeons et qui habite à deux pas du temple, nous prévient que Francis (Sanford) passera nous prendre vers midi. Rien n'est simple et notre ami pasteur nous fait part des remous qu'a entraînés son initiative d'hier et les risques possibles d'expulsion ou de non-renouvellement ultérieur de son permis de séjour car il est Suisse. Mais il ne retire rien à ses affirmations.

Nous l'assurons de notre entière solidarité et pensons qu'il y a beaucoup à faire à Tahiti au niveau de l'information et des contacts."

A la sortie de culte, Gilbert se fait copieusement "engueuler" par Rosa Klima qui, ensuite l'invite à manger avec les siens. Arrivé au restaurant Rosa Klima dit:

"Et le pasteur français, il n'est pas venu manger ?"

"Non, il mange avec Francis Sanford".

Entre temps, il est allé trouver le président Raapoto:

- Je viens me faire "engueuler" !.

- Sourire de S. Raapoto:

"J'étais au culte et il est vrai que votre déclaration concernant le pasteur français m'a posé des questions. Je me suis demandé si je n'allais pas quitter le temple. Mais, je suis resté.

Et nous aussi, restons-en là !"

Il serait difficile d'énumérer les nombreuses occasions où des envoyés européens ont interpellé les autorités de l'Eglise sur les essais nucléaires. Mentionnons une pièce de Noël de JP Sartre (écrite dans un camp de prisonniers en Allemagne) montée par Roland Jeanneret à l'Ecole Pastorale. Sartre insiste sur l'oppression militaro-coloniale de Rome sur la Palestine à l'époque de la naissance du Christ. Toute ressemblance avec la situation polynésienne serait évidemment fortuite.

On peut dire sans exagérer que certains envoyés ont été parmi les premiers à construire une conscience critique parmi les Protestants.

La prise de position ultérieure du Synode a peut-être été facilitée par le fait du départ des pasteurs européens. Elle pouvait ainsi mieux apparaître comme une décision des Protestants polynésiens eux-mêmes. Ils ont mis de temps à voir, mais quand ils ont ouvert les yeux, ce ne fut pas sans conséquences. Il faut aussi noter le poids des expériences réalisées par John Doom au fil des assemblées œcuméniques où il a représenté son Eglise. Il a développé une vive conscience de la désapprobation portée par l'ensemble de la communauté œcuménique internationale tout autant que du soutien qu'elle était prête à apporter à des actions de protestation menées localement.

6 - L'entrée dans la "modernité" (on peut se demander si avec Hiroshima nous ne sommes pas entrés dans la post-modernité) se serait faite de toutes façons. Elle avait déjà commencé lors du tournage du film "Les Révoltés de la Bounty" avec Marlon Brando. Certes, les supermarchés et le parc automobile auraient cru moins vite, mais les réalisations "modernes" seraient quand même arrivées. Il faut plutôt parler de l'arrivée d'un-développement chaotique dont les terres et les populations souffriront encore longtemps. Peut-être que la montée des prix du pétrole donnera toutes ces chances à une économie alternative basée notamment sur les énergies renouvelables. On peut aussi parier sur les capacités de débrouillardise et d'inventivité pratique des Polynésiens. Mais il n'en demeure pas moins que, à titre de dommages-intérêts pour les contaminations du sous-sol des atolls de Moruroa et Fangataufa et pour les irradiations dont ont été victimes certains militaires, ingénieurs et travailleurs des sites ainsi que certaines populations voisines (Tureia, les Iles Gambier) un système performant d'aide sanitaire et sociale aux victimes et d'aide au développement de la Polynésie doit être mis en place. Le contrôle de ce argent doit être rigoureux et ne pas donner prise à des entreprises de patriarcalisme ou de népotisme telles qu'il s'en est vu sous la présidence de G. Flosse. Pour leur part, les Eglises devraient renforcer leur éducation à la responsabilité personnelle et pratiquer en leur sein une bonne gouvernance ainsi qu'une promotion très zélée des valeurs démocratiques. Car, au nom d'un certain "Atua Mana" (Dieu Puissant) on va fleurir toutes sortes d'abus de pouvoir.

Genève, le 9 septembre 2005